

Intervention de Michel Issindou en séance publique sur le projet de loi "Pouvoir d'Achat"

Extrait du compte rendu officiel de la troisième séance du mardi 18 décembre 2007 - XIIIe législature - Session ordinaire de 2007-2008

M. le président. La parole est à M. Michel Issindou, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Michel Issindou. Monsieur le président, madame la ministre, monsieur le ministre, chers collègues, Jean-Yves Le Bouillonnet vient de nous démontrer avec conviction qu'il existait une politique plus courageuse, plus efficace pour régler la crise du logement (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*),...

M. Céleste Lett. Mieux vaut entendre cela que d'être sourd !

M. Michel Issindou. ...logement dont le coût grève si lourdement le budget des ménages les plus modestes. Hélas, votre projet est bien peu ambitieux. Il ne concernera, au mieux, que le million de personnes qui déménagent tous les ans, s'agissant de la caution, et ne réduira en rien le mal causé par l'augmentation du montant des loyers, de 30 % en six ans, tandis que les APL baissaient de 10 %. Je vous laisse constater les dégâts.

Quant à l'ensemble des mesures que vous avez prises depuis le mois de juillet, on nage dans une incohérence et une inefficacité totale. Les 15 milliards d'euros généreusement distribués aux plus favorisés devaient produire un choc de confiance et donc un choc de croissance. Où sont-ils ? On va vraisemblablement finir péniblement l'année avec une augmentation du PIB de 1,8 %. « Tout ça pour ça », ai-je envie de dire.

Tout l'automne, vous avez joué de malchance, c'est vrai, et cumulé les mesures négatives pour le pouvoir d'achat. La malchance, c'est l'augmentation du baril de pétrole ; la hausse des aliments de première nécessité, le lait, le blé ; la trop forte évaluation de l'euro par rapport au dollar. À cela, vous ne pouvez rien.

Vous en avez cependant rajouté, avec les franchises médicales, véritable taxe sur les plus démunis.

M. Patrick Roy. Eh oui !

M. Michel Issindou. Encore tout récemment, vous avez imposé la redevance audiovisuelle à 800 000 foyers modestes ! Et vous allez augmenter au 1^{er} janvier les tarifs GDF.

M. Patrick Roy. Eh oui !

M. Michel Issindou. Bref, vous n'en loupez pas une ! Alors, fort justement, la France gronde et grogne. Le Président Sarkozy, Président du pouvoir d'achat, s'inquiète et, dans sa précipitation habituelle, propose les mesures que nous examinons ce soir.

Ces mesures ne lui coûtent d'ailleurs pas grand-chose, pas un centime, et pour cause, il le dit lui-même : les caisses sont vides, notamment à cause des 15 milliards d'euros qu'a coûtés la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat. De manière habile, M. Sarkozy renvoie donc les acteurs à la négociation ou, plus sûrement, à la confrontation. Ainsi celle à venir entre employeurs et employés, à propos des RTT et de la participation : ce ne sera pas simple. Confrontation aussi entre propriétaires et locataires, au sujet des loyers et des cautions : ils trouveront bien des moyens détournés pour contourner les blocages prévisibles. Confrontation enfin entre commerçants et consommateurs à cause de la libéralisation de la concurrence. Nous pouvons vous remercier au passage, au nom du petit commerce, pour l'ouverture des magasins le dimanche : drôle de société en perspective !

On le pressent : tout cela n'aura qu'un impact limité. Les négociations sur les RTT et la participation seront difficiles et les employeurs auront finalement le dernier mot. Surtout, on ne touchera pas tout le

monde. Beaucoup de salariés ne verront rien venir. Et *quid* des CDD, des travailleurs à temps partiel, celui non choisi en particulier ? *Quid* des chômeurs ? *Quid* des retraités – véritable scandale du moment – dont le niveau de vie, pour les plus modestes, est véritablement indécent ? On peut s'attendre au pire avec ces mesures provisoires destinées à donner l'impression qu'on s'occupe de ces catégories, mais qui, en raison de leur inefficacité programmée, vont replonger le pays dans la grogne dès le printemps.

Il aurait fallu conserver les 15 milliards pour d'autres mesures plus redistributrices et plus justes. Le parti socialiste en propose – mais oui ! –, simples à mettre en œuvre et avec effet immédiat, mais vous ne les entendez pas. On peut citer la majoration de la prime pour l'emploi de 50 %, qui serait efficace immédiatement ; la réintroduction de la TIPP flottante ;...

M. Frédéric Lefebvre. Vous l'avez vous-mêmes abandonnée !

M. Michel Issindou. ...la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, autre mesure qui aurait un effet direct ; la généralisation du chèque transport... et j'en passe. Seulement, vous n'entendez rien, sûrs que vous êtes de la réussite de vos mesures excessivement libérales, et de leur impact sur le pouvoir d'achat.

Vous avez certes réussi à augmenter le pouvoir d'achat : celui des plus riches. Pour le reste, le pays s'enfoncé dans la précarité et l'exclusion.

M. Richard Mallié. Bon, quel sera votre vote ?

M. Michel Issindou. Vous comprendrez dès lors, mes chers collègues, mais vous l'avez sans doute déjà compris, que je vous demande de voter la question préalable défendue par Jean-Yves Le Bouillonnet, qui est assortie de vraies propositions de nature à sortir de l'impasse de la crise du logement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)